

La Vie Internationale

La Sarre, nouvelle étape

2 Août 1952

L'attention du monde est absorbée par des événements spectaculaires. L'abdication soudaine de Farouk en Egypte, la mort d'Eva Péron. A peine a-t-on commenté un fait d'autre portée, la reprise inattendue des conversations franco-allemandes sur la Sarre, menée dans un esprit que le Chancelier Adenauer qualifie d'amical. Comme nous le disons depuis quelques temps, un vaste plan d'ensemble pour coordonner la politique des pays occidentaux est mise en œuvre après un accord que l'on peut deviner et que des faits comme celui-ci confirment. Là est l'essentiel.

Les événements d'Egypte.

Nous avons été les premiers surpris de la facilité avec laquelle le roi Farouk a cédé son trône. On savait le souverain peu populaire et sa conduite ne le désignait guère à l'affection de son peuple. Mais la dynastie et le régime semblaient lui conserver quelque autorité dont il avait usé non sans habileté dans le conflit avec le Wafd. Faut-il tirer de ce coup d'état militaire en Egypte des conclusions définitives? Faut-il croire à un mouvement de nationalisme révolutionnaire qui se propage à travers l'Islam tout entier et le signe d'une disparition prochaine de l'influence occidentale dans le monde musulman?

Les faits sont plus complexes et moins significatifs. L'Egypte va évoluer pour un temps, comme la Syrie, vers une dictature militaire plus ou moins camouflée, qui cherchera succès de prestige. Elle regardera plutôt vers Israël, dont elle a à venger l'humiliante défaite de 1949, que vers Suez et le Soudan. Il lui faudra des armes et ne pourra mécontenter ceux qui peuvent en fournir : les Occidentaux. Les premières déclarations du général Naguib sur la question soudanaise sont les plus conciliantes que l'on ait entendues depuis le début du conflit anglo-egyptien.

Cette dictature militaire ne manquera pas au reste d'adversaires et les intrigues politiques ne cesseront pas d'autant. D'abord la fraction importante de l'armée fidèle à Farouk et que Naguib vient de réduire. Le Wafd qui embrasse le dictateur pour mieux l'étouffer et les frères musulmans dont le fanatisme religieux ne s'accommodera pas des compromis inévitables. Pour ne rien dire des socialistes et des communistes prêts à profiter de toutes les crises. Prenons donc l'événement comme un épisode d'une histoire coupée d'explosions politiques dont il est impossible de prévoir le déroulement et le rythme.

Le jugement de Carlsruhe.

Revenons plutôt à l'essentiel : d'abord les jugements de la Cour suprême de Carlsruhe qui prépare les voies à la ratification des accords contractuels entre l'Allemagne de Bonn et les Occidentaux et l'établissement de la Communauté de défense européenne avec participation allemande. La Cour a en effet rejeté le recours des socialistes qui voulaient qu'une réforme constitutionnelle votée à la majorité des 2/3 ou de nouvelles élections précèdent cette ratification dont l'actuel parlement n'aurait pas le pouvoir de décider. Selon le programme établi, les conservateurs anglais qui ont la majorité à Westminster voteront ces jours-ci ces mêmes accords : la France terminera.

La Sarre.

Enfin, surtout le grave problème de la Sarre est entré beaucoup plus tôt que les plus optimistes ne pouvaient l'espérer dans une phase qui pourrait être décisive. Il n'y a pas longtemps qu'Adenauer affirmait l'impossibilité de s'entendre là-dessus avec la France et prétendait porter le différend devant l'assemblée de Strasbourg. Il paraît aujourd'hui acquis à la solution de l'euro-péanisation du territoire et l'accord serait prêt pour que des élections libres aient lieu en Automne à la Diète Sarroise, élections dans lesquelles Français et Allemands s'interdisaient de peser. De son côté, le président sarrois, Hoffmann, a énuméré une série de points qui expriment ses vœux au sujet de l'avenir du territoire et n'a rencontré, ni en France, ni en Allemagne de critique officielle. Tout se passe comme si Sarrebrück allait devenir dans un avenir relativement proche la première capitale de l'Europe future. On n'ose y croire car ce serait le plus grand événement de l'après-guerre.

Le choix des candidats à Chicago.

Une satisfaction unanime à l'étranger a accueilli le choix de la convention démocrate de Chicago qui a désigné le Gouverneur Stevenson comme candidat à la présidence. On s'accorde à dire que quel que soit le résultat de l'élection de novembre, la politique américaine n'en serait pas changée. L'assurance de cette continuité est inestimable pour l'Europe. Au demeurant, on peut se demander si entre le démocrate conservateur qu'est Stevenson et le républicain libéral qu'est Eisenhower, les désaccords politiques et électoraux ne

sont pas de pure forme. Le vague des programmes des deux partis est tel que l'électeur ne pourra se décider que par une préférence sentimentale. La popularité d'Ike et surtout le besoin d'un changement d'administration doivent être déterminants.

En Iran.

En Iran aussi, malgré les soubresauts de ces derniers jours, l'évolution de la situation n'est pas aussi périlleuse qu'on le pense. Pour l'Orient, répétons-le, il faut une optique spéciale et ne jamais s'abandonner à l'émotion et aux jugements catégoriques. Le Shah de Perse dont la situation paraissait menacée a renoué avec Mossadegh qu'il avait cherché, il y a quelques jours, à renverser. Tandis que les députés à Téhéran manifestent contre les missions militaires américaines; Mossadegh lui-même embarrassé par l'inextricable situation pétrolière paraît disposé à s'adresser aux Etats-Unis pour une nouvelle tentative d'arbitrage. C'est le pays de la contradiction permanente.

Yougoslavie et Balkans.

Autre signe encore d'une coordination des politiques occidentales : Tito qui est pressé de besoins d'armes et d'outillage tend de nouveau la main à l'Italie et se déclare prêt à négocier sur Trieste. Enfin l'épineuse question du commandement terrestre en Grèce et en Turquie a fait un dernier pas; c'est un général américain qui le prend en charge. Il est probable que l'évolution de la politique anglaise, tant à l'égard des questions européennes que des problèmes méditerranéens est en corrélation avec les difficultés économiques de plus en plus aiguës en Grande-Bretagne. Le gouvernement Churchill ne peut plus être sauvé que par Washington et le temps presse.

CRITON.